

Syndicat National des Personnels de l'Éducation et du Social
Protection Judiciaire de la Jeunesse
Fédération Syndicale Unitaire



Secrétariat National : 54, Rue de l'Arbre Sec – 75001 Paris
Tél : 01 42 60 11 49 - Fax : 01 40 20 91 62
site : www.snpespjj-fsu.org Mél : snpes.pjj.fsu@wanadoo.fr



JOURNEE D'ACTION DU 13 DECEMBRE

A l'appel d'une partie de l'intersyndicale, une journée d'action est prévue le 13 décembre 2011 pour combattre les politiques de rigueur imposées par les gouvernements, notamment en France.

Les restrictions décidées sur les salaires, la protection sociale, la santé, les services publics, ainsi que la destruction des systèmes de solidarité (les retraites par exemple) auraient pour but de limiter les dépenses et permettre le remboursement de la dette.

Jamais le gouvernement ne remet en cause la légitimité de cette dette et les conditions de son remboursement comme le réclame l'appel d'ATTAC qui se prononce pour un audit sur la dette.

Jamais il ne prévoit d'augmenter les recettes publiques, en réformant le système fiscal, en demandant l'arrêt des exonérations des cotisations patronales, ou en taxant les produits financiers.

A la PJJ, cela se traduit par des fermetures de structures, des suppressions d'emplois (dans les corps des psychologues, des ASS entre autres...) par le recentrage au pénal et les politiques sécuritaires. Tout cela contribue à la dégradation des conditions de travail, de plus en plus insupportables pour l'ensemble des personnels.

Le SNPES-PJJ/FSU considère que ce sont des éléments qu'il convient de travailler dans un mouvement social qui regrouperait les organisations syndicales, les associations et les partis politiques.

La construction d'un tel mouvement social d'ampleur est aussi de la responsabilité des fédérations et confédérations syndicales.

La journée du 13 décembre aurait pu être un premier pas de cette construction. C'est ce que le SNPES-PJJ a défendu au sein de la FSU. Ce n'est malheureusement pas le sens que l'ensemble des organisations syndicales appelant à cette journée a voulu y donner, puisque les suites de la mobilisation ne sont pas à ce jour prévues.

Le SNPES-PJJ continuera à défendre cette idée d'un mouvement à construire pour véritablement peser sur les solutions à apporter à la crise. Il appelle à ce que tous les personnels mettent en débat localement la nécessaire réaction des salariés, en lien avec nos partenaires.

La FSU a déposé un préavis de grève pour la journée du 13 décembre pour permettre les arrêts de travail éventuels.

Paris, le 9 décembre 2011